

**Assemblée générale**

Distr. générale
29 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante et unième session,
29 août-2 septembre 2011**

N° 43/2011 (Arabie saoudite)

Communication adressée au Gouvernement le 16 février 2011

Concernant: Mohamed bin Abdullah bin Ali Al-Abdulkareem

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. M. Mohamed bin Abdullah bin Ali Al-Abdulkareem (ci-après M. Al-Abdulkareem), 39 ans, est professeur de droit à l'Université Mohamed ibn Saoud, à Riyad. Il est également membre d'une association de défense des droits civils et politiques et de l'Organisation arabe pour les libertés et la bonne gouvernance, ainsi que rédacteur en chef du *Journal du Congrès de la Nation*.

4. M. Al-Abdulkareem aurait été appréhendé à son domicile le 5 décembre 2010 par des agents de la Direction des renseignements généraux. Selon les informations communiquées, on ne lui a pas présenté de mandat judiciaire et il n'a pas été informé des raisons justifiant son arrestation.

5. M. Al-Abdulkareem a été incarcéré dans la prison d'Al Hayr, près de Riyad. Il aurait pu contacter sa femme par téléphone à deux reprises depuis son arrestation, et l'informer par la même occasion de son lieu de détention.

6. Selon les renseignements reçus, M. Al-Abdulkareem n'a été ni présenté à un juge, ni informé des motifs de sa détention ou de la durée de celle-ci. La source fait valoir que ces omissions sont contraires au droit international humanitaire comme au droit interne saoudien, notamment à l'article 36 de la Loi fondamentale de gouvernance, à l'article 35 de la loi de procédure pénale (décret royal n° M/39) et à l'article 2 de la loi de procédure pénale.

7. Le 8 décembre 2010, un groupe d'avocats chargé de la défense de M. Al-Abdulkareem aurait introduit en son nom une requête demandant que les droits fondamentaux que lui garantit le droit interne soient respectés, à savoir qu'il bénéficie d'une libération provisoire en vertu du décret ministériel n° 1900 et de l'article 120 de la loi de procédure pénale, qu'il soit autorisé à recourir aux services d'un avocat, en application de l'article 39 de la loi de procédure pénale, et qu'il soit présenté à une autorité judiciaire compétente, conformément à l'article 14 de la loi de procédure pénale. Les avocats n'auraient reçu aucune réponse des autorités et n'auraient pas été autorisés à rendre visite à leur client. M. Al-Abdulkareem n'a pas pu contester la légalité de son arrestation et de sa détention.

8. La source affirme que la privation de liberté de M. Al-Abdulkareem est la conséquence directe de l'exercice qu'il a fait, sans violence pourtant, du droit à la liberté d'opinion et d'expression garanti à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Selon les informations communiquées, l'arrestation et la détention de M. Al-Abdulkareem sont liées au fait qu'il a publié, sur sa page Facebook, un article sur la question de la succession et les mécanismes de transfert du pouvoir en Arabie saoudite. Cet article serait accessible sur de nombreux sites Internet et aurait suscité un débat dans la société civile saoudienne sur l'organisation du pouvoir dans le Royaume.

Réponse du Gouvernement

9. Le Groupe de travail a transmis les allégations ci-dessus au Gouvernement saoudien et lui a demandé de donner, dans sa réponse, des informations détaillées sur la situation actuelle de M. Al-Abdulkareem ainsi que des explications quant aux dispositions légales justifiant son maintien en détention.

10. Le Groupe de travail regrette de ne pas avoir reçu de réponse du Gouvernement dans les délais prévus. Il aurait apprécié sa coopération.

11. Selon les informations reçues, M. Al-Abdulkareem a été libéré le 15 février 2011. Cependant, compte tenu de la tournure systématique que prennent les arrestations et les détentions, notamment celles concernant des défenseurs et militants des droits de l'homme, le Groupe de travail a décidé, conformément au paragraphe 17 a) de ses Méthodes de travail révisées, de rendre un avis sur l'arrestation et la détention de M. Al-Abdulkareem.

Délibération

12. Le Groupe de travail, sur la base des informations qui lui ont été soumises, prend note du fait que M. Al-Abdulkareem, arrêté le 5 décembre 2010, n'a jamais été inculpé ni même informé des motifs de sa détention. Il n'a pas été présenté à un juge et n'a pas pu faire appel aux services d'un avocat. Selon les renseignements reçus, aucun fondement juridique n'a donc été invoqué pour justifier son arrestation et sa détention. Les seuls motifs des autorités étaient son appartenance à une association de défense des droits civils et politiques et à l'Organisation arabe pour les libertés et la bonne gouvernance, ainsi que le fait qu'il était rédacteur en chef du *Journal du Congrès de la Nation*.

13. Le Groupe de travail attire l'attention du Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite sur les principes fondamentaux énoncés dans la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, notamment sur les articles 1 et 2, qui disposent que «chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international» et que «chaque État a, au premier chef, la responsabilité et le devoir de protéger, promouvoir et rendre effectifs tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, notamment en adoptant les mesures nécessaires pour instaurer les conditions sociales, économiques, politiques et autres ainsi que les garanties juridiques voulues pour que toutes les personnes relevant de sa juridiction puissent, individuellement ou en association avec d'autres, jouir en pratique de tous ces droits et de toutes ces libertés».

14. Le Groupe de travail, de plus, souhaite réaffirmer un principe énoncé dans la résolution 12/16, dans laquelle le Conseil des droits de l'homme, tout en notant que l'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales, invite les États à ne pas imposer certaines restrictions, notamment à la discussion des politiques gouvernementales et au débat politique, à la publication d'informations sur les droits de l'homme, les activités du Gouvernement ou la corruption au sein de celui-ci, à la participation à des campagnes électorales, à des manifestations pacifiques ou à des activités politiques, notamment en faveur de la paix ou de la démocratie, et à l'expression d'opinions et de désaccords, de croyances ou de convictions religieuses, y compris par des personnes appartenant à des minorités ou à des groupes vulnérables.

15. Le Groupe de travail constate avec préoccupation l'existence d'une pratique bien établie consistant à arrêter et à placer en détention des personnes exerçant leurs droits fondamentaux, notamment leur droit à la liberté d'opinion, d'expression et d'association (voir par exemple les avis n^{os} 22/2008, 36/2008, 37/2008, 2/2011, 10/2011 et 30/2011 du

Groupe de travail). En l'espèce, il est évident que la privation de liberté de M. Al-Abdulkareem était uniquement liée à ses opinions et aux activités qu'il menait en tant que membre d'une organisation de la société civile saoudienne.

16. Le Groupe de travail souligne à nouveau que l'interdiction de la détention arbitraire est l'une des règles du droit international coutumier. Des sources faisant autorité l'ont reconnue comme une norme impérative du droit international ou *jus cogens*¹, que le présent Groupe de travail utilise comme référence lorsqu'il rend ses avis. L'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Ahmadou Sadio Diallo*² sert également de modèle au Groupe de travail. La jurisprudence constante qu'illustrent les décisions citées par le présent Groupe de travail dans ses avis et par les autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales des Nations Unies, qui couvrent tout le spectre du droit international coutumier et des traités relatifs aux droits de l'homme, est également une des références sur lesquelles le Groupe de travail se fonde.

Avis et recommandations

17. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

Le maintien en détention de M. Al-Abdulkareem est arbitraire, et relève des catégories I, II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail, en ce qu'il est dénué de fondement juridique et contraire aux articles 9, 10 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

18. En conséquence et compte tenu des effets dommageables de cette arrestation et de cette détention injustifiées pour M. Al-Abdulkareem et sa famille, le Groupe de travail demande au Gouvernement saoudien de veiller à ce que des réparations adaptées leur soient accordées.

19. Le Groupe de travail encourage vivement le Gouvernement saoudien à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 2 septembre 2011]

¹ Voir Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 29 sur les états d'urgence (CCPR/C/21/Rev.1/Add.11), par. 11, 31 août 2001.

² Voir Cour internationale de Justice, affaire *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)*, jugement au fond, arrêt du 30 novembre 2010, *C.I.J. Recueil 2010*, par. 79, et en particulier les vues, que le Groupe de travail partage, exprimées par le juge Cançado Trindade sur l'interdiction de l'arbitraire dans le droit international coutumier, opinion individuelle du juge Cançado Trindade, p. 26 à 37 de la version anglaise, par. 107 à 142.